



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 1^{er} octobre 2026

Une présence historique et diversifiée : plus de 700 entreprises françaises créent plus de 215 000 emplois directs au Mexique selon le dernier [Rapport économique France-Mexique](#).

Ce rapport a été présenté à l'occasion de la rencontre du ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, Nicolas Forissier, avec la vice-ministre mexicaine de l'Industrie et du Commerce, Ximena Escobedo, en présence de l'ambassadrice de France au Mexique, Delphine Borione.

Publiée dans le cadre du bicentenaire des relations diplomatiques entre les deux pays, cette 4^e édition témoigne d'une présence économique française au Mexique historique et diversifiée. Plus de 700 entreprises françaises y sont implantées, dont 37 entreprises du CAC 40. Celles-ci génèrent plus de 215 000 emplois directs et environ 750 000 emplois indirects dans des secteurs clés pour les priorités économiques et industrielles du pays et y ont investi 13,6 Md USD depuis 2006.

LE CHIFFRE A RETENIR

215 000

Nombre d'emplois directs
créés par les entreprises
françaises au Mexique.

SER Mexico

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le rebond de croissance au T2 2026 (+1,4 % g.t.) aurait été porté par le dynamisme des exportations et la reprise de la demande intérieure. La contribution des exportations nettes est estimée à environ 2,8 pp (dont 4,0 pp pour les exportations) : les exportations ont progressé de 9,3 % g.t., contre seulement 2,3 % pour les importations. Cette dynamique est concentrée sur l'équipement informatique et électronique, porté par la demande nord-américaine liée à l'IA. Ces exportations ont plus que doublé sur un an au T2 (+124 % en g.a., en dollars courants) et représentent désormais plus d'un tiers des exportations mexicaines selon l'INEGI. Les composantes de la demande intérieure ont également rebondi, principalement grâce à l'investissement, qui contribue à hauteur de 1,0 pp (+4,3 % g.t. après -0,9 % au T1), et à la consommation privée, qui contribue à hauteur de 0,6 pp (+0,9 % après -0,7 % au T1). La hausse de la consommation publique (+0,9 %) n'a quant à elle eu qu'un effet limité (0,1 pp). Au total, la demande globale a accéléré à +1,7 %, après +0,6 % au T1 2026. Ces contributions doivent toutefois être interprétées avec prudence, le poste résiduel regroupant variation des stocks et écart statistique atteignent -3,1 pp ce trimestre (voir Annexe graphique Mexique). Selon nos calculs, ce résidu, habituellement volatil dans les comptes mexicains, est négativement corrélé à la contribution des exportations nettes, la contribution des exportations à la croissance pourrait être ainsi surestimée et révisée lors des prochaines publications. À titre de comparaison, en glissement annuel sur données brutes, la croissance (+2,1 %) est entièrement expliquée par la demande intérieure (+2,7 pp), les exportations nettes contribuant négativement (-0,4 pp).

Le taux de change franchit le seuil de 18 pesos pour un dollar ce qui efface l'appréciation enregistrée depuis le début de l'année 2026. Le 1er octobre, le taux FIX publié par Banxico s'établit à 18,4 MXN/USD, dépassant le précédent record de l'année atteint le 30 mars dernier (18,1 MXN/USD). Le peso efface ainsi l'appréciation de 5,6 % enregistrée depuis le 1^{er} janvier (le taux de change avait atteint 16,9 MXN/USD le 4 septembre). Cette dépréciation intervient dans un contexte de resserrement du différentiel de taux entre le Mexique et les États-Unis, après la hausse de 25 pnb des taux directeurs de la Federal Reserve américaine (Fed) le 16 septembre, à [3,75 - 4,00 %]. L'essentiel du mouvement s'est produit depuis cette décision (-5,3 %), notamment après le maintien par Banxico de son taux directeur à 6,50 % le 24 septembre. Le différentiel de taux, divisé par deux en un an, est ainsi tombé à environ 250 pnb, son plus bas niveau depuis 2015, mettant sous pression l'attractivité du peso mexicain. Le marché anticipe désormais une nouvelle hausse des taux de la part de la Fed, ce qui entraîne des pressions à la vente sur le peso,

notamment par la réduction des opportunités de *carry trade*. La hausse des taux longs américains a amplifié le mouvement : le rendement à 10 ans a gagné plus de 47 pdb en septembre, sa plus forte hausse mensuelle depuis environ deux ans, pour atteindre près de 5,3 %, tandis que le taux mexicain à 10 ans restait stable autour de 9,6 %. Le peso est particulièrement exposé à ce type d'épisode : selon la BRI, environ 82 % des opérations sur le peso sont échangés hors du Mexique, et sa liquidité comme la profondeur de son marché en font un instrument privilégié pour se couvrir contre le risque émergent en général. Il a ainsi été l'une des devises les plus dépréciées face au dollar en septembre (près de 6 %), alors que le dollar ne s'est apprécié que d'environ 1,9 % face à un panier de grandes devises entre le 15 et le 30 septembre, selon un indice Bloomberg¹.

Les exportations mexicaines progressent de +40,4 % g.a. en août, portées par les équipements électriques et électroniques. Elles ont atteint 78,0 Md USD, tandis que les importations ont augmenté de +34,2 % g.a., à 77,4 Md USD. Le Mexique a ainsi dégagé un excédent commercial de 605 M USD. La dynamique des exportations repose principalement sur les manufactures non automobiles (+63,2 % g.a.). Dans le détail en août, les exportations d'équipements électriques et électroniques ont plus que doublé sur un an (+122,3 %), tandis que les exportations automobiles ont reculé de -2,2 % g.a. Cette progression s'inscrit dans un contexte de forte demande américaine en équipements informatiques et composants, liée notamment au développement de l'intelligence artificielle et des centres de données. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations atteignent 549,4 Md USD (+29,3 % g.a.) et le solde commercial cumulé s'établit à +9,9 Md USD, contre -0,9 Md USD sur la même période de 2025.

Le chômage reste toujours très bas (2,7 % en août) cependant la qualité de l'emploi continue de se dégrader. Selon l'INEGI, le taux de chômage progresse de seulement 0,1 pp par rapport à août 2025, et reste stable par rapport à juillet (en données CVS). La population active atteint 62,6 millions de personnes (+1,3 million sur un an), portée par la hausse de la participation des femmes (+0,8 % g.a., à 46,0 %), et l'emploi progresse de 1,2 million. Ces créations d'emplois se concentrent toutefois dans les services peu qualifiés (« servicios diversos » +790 000, restauration et hébergement +538 000), tandis que l'industrie manufacturière (-263 000), l'agriculture (-290 000) et le commerce (-161 000) perdent des emplois. Cette recomposition s'accompagne d'une hausse de l'informalité. Le taux d'informalité atteint 55,0 % (+0,2 pp sur un an) et la part de l'emploi dans le secteur informel 30,3 % (+0,7 pp), poursuivant sa tendance haussière engagée depuis 2024. La part

¹ Le Bloomberg Dollar Spot Index (BBDXY) mesure la valeur du dollar américain face à un panier de douze devises.

des travailleurs employés dans des conditions critiques d'emploi (durée du travail ou revenus insuffisants) progresse également, à 37,8 % (+0,5 % g.a.).

Sectoriel

Le Mexique a cédé 36 hectares de la baie de Guaymas (Sonora) pour un terminal d'exportation de GNL américain vers l'Asie, dont la construction est désormais suspendue par la justice. Selon le contrat rendu public, depuis avril 2025, l'Administration du système portuaire national (Asipona) de Guaymas, placée sous la tutelle du ministère de la Marine, a accordé dès avril 2025, par attribution directe et sans appel d'offres, l'usage de cette superficie maritime à Amigo LNG, coentreprise entre Epsilon LNG (Etats-Unis) et LNG Alliance (Singapour). Le projet prévoit de liquéfier du gaz issu du bassin permien du Texas, acheminé par gazoduc jusqu'à la côte pacifique, pour l'exporter vers les marchés asiatiques, avec une capacité à terme de 7,8 millions de tonnes par an et jusqu'à 175 méthaniers par an dans le golfe de Californie. Le projet a déjà sécurisé des contrats d'achat de long terme (notamment avec Gunvor et International Resources) et retenu Technip Energies pour la gestion du chantier. Il illustre le rôle croissant du Mexique comme plateforme de transit pour les exportations énergétiques américaines vers l'Asie, en offrant un accès direct au Pacifique. Le projet fait toutefois l'objet d'une forte opposition environnementale, le golfe de Californie étant inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco et abritant plusieurs espèces en danger critique d'extinction. Bien qu'autorisé par l'agence de sécurité et d'environnement du secteur des hydrocarbures (ASEA) le 13 avril 2026, le projet a fait l'objet de deux suspensions définitives prononcées par la justice fédérale, le 27 mai puis fin septembre, à la suite de recours d'associations environnementales contestant l'étude d'impact et la consultation publique, ce qui bloque la construction jusqu'à la décision sur le fond.

Finances publiques

La collecte de l'ISR (*Impuesto sobre la renta*) recule de -5,6 % g.a. sur les huit premiers mois de 2026 et contrarie la collecte fiscale. Entre janvier et août, les recettes fiscales n'ont progressé que de +0,6 % en termes réels. Cette faible hausse s'explique notamment par le recul des recettes tirées de l'Impôt sur le revenu des personnes physiques et morales (*Impuesto sobre la Renta, ISR*), première source de recettes fiscales du pays. La collecte d'ISR s'est établie à 1 997 Md MXN (108,7 Md USD), soit 124 Md MXN (6,8 Md USD) en deçà de la prévision budgétaire. Selon le ministère des Finances (SHCP), ce recul tient notamment à de moindres paiements d'ISR des personnes morales. Cette situation contrarie les prévisions à la hausse des recettes fiscales prévues dans le budget 2027 (de +5,9 %). La faiblesse de l'ISR a été

partiellement compensée par la hausse des recettes de TVA (+11,4 % g.a.), soutenues par un certain regain de la consommation intérieure et l'activité douanière. Les recettes pétrolières ont parallèlement progressé de +10,5 % g.a., portant la hausse des recettes publiques totales à +1,3 % g.a.

Les fonds de pension mexicains (Afores) portent leurs avoirs en obligations souveraines mexicaines à un record de 4 300 Md MXN (234 Md USD) en août. Selon les données de Banxico citées par Bloomberg, leurs avoirs en titres publics ont augmenté de +6 % depuis le début de l'année et de +32 % depuis début 2025. Cette demande domestique contribue à soutenir le marché obligataire mexicain dans un contexte de volatilité internationale. Elle renforce également la capacité de l'État à se financer sur le marché intérieur, alors que les besoins de financement restent élevés. Leurs actifs sous gestion devraient atteindre 12 000 Md MXN (653 Md USD) en 2030, contre environ 9 000 Md MXN (490 Md USD) aujourd'hui, tandis que les obligations restent la principale composante de leurs portefeuilles.

La production de brut et les exportations de Pemex atteignent des minimums historiques en août, malgré la hausse du raffinage domestique. La production de pétrole brut s'est établie à 1,34 million de barils/jour, un minimum historique représentant une baisse de -2,7 % g.a. Les exportations ont parallèlement chuté à 276 000 barils/jour (-44,9 % g.a.), également un minimum historique. Les recettes tirées des ventes de brut à l'étranger ont ainsi reculé de -34,3 % g.a. La baisse des exportations intervient dans un contexte de réorientation accrue du brut vers les raffineries nationales. Leur traitement a progressé de +15 % g.a. en août. La production d'essence et de diesel a également augmenté, respectivement de +23 % et +49 % g.a., contribuant à réduire les importations de carburants.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	30/09/2026
Bourse (BMV IPC)	-0,1%	+3,8%	64 214,36 points
Change MXN/USD	+3,1%	-1,4%	18,07
Change MXN/EUR	+2,6%	-4,6%	20,47
Prix du baril mexicain	-3,1%	+54,7%	94,64

Amérique centrale

Belize

La dette publique du Belize a été ramenée à 66,6 % du PIB, tandis que la pauvreté multidimensionnelle et le chômage s'établissent respectivement à 19,1 % et 1,9 %, selon le Premier ministre John Briceño. Ces indicateurs ont été présentés comme témoignant des progrès économiques réalisés par le pays, dans le cadre de son engagement en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). John Briceño a également souligné que les risques climatiques croissants constituent un défi pour la poursuite de cette trajectoire.

Costa Rica

Le Costa Rica a adopté un décret renforçant les contrôles sur les importations susceptibles d'être issues du travail forcé, en réponse aux pressions douanières des Etats-Unis. Les ministères du Commerce extérieur et du Travail vont définir une liste qui recensera les marchandises présentant un risque d'avoir été fabriquées, en tout ou partie, grâce au travail forcé. Les importateurs devront vérifier que leurs marchandises n'y figurent pas. Cette mesure intervient après l'imposition par Washington, en juillet dernier, d'un droit additionnel de 12,5 % sur la plupart des produits costariciens, estimant que le pays ne contrôlait pas suffisamment ses importations issues du travail forcé.

L'Institut costaricien de l'électricité (ICE) prévoit 200 M USD d'investissements dans sept nouvelles centrales solaires. Situés dans la province de Puntarenas (à l'ouest du pays), ces projets ajouteront 170 MW de capacité au système électrique national et devraient entrer en service en 2028. Six de ces centrales seront développées par des opérateurs privés (plus de 100 M USD d'investissements), l'ICE construira, quant à lui, une centrale d'une capacité de 80 MW. L'ensemble devrait produire 347 GWh par an, soit l'équivalent de la consommation électrique de 580 000 habitants. L'ICE cherche à diversifier son mix électrique encore fortement dépendant de l'hydroélectricité, et fragilisé par les épisodes de sécheresse liés à El Niño.

Les exportations costariciennes de biens ont progressé de +4 % sur les huit premiers mois de 2026, malgré le ralentissement du secteur des dispositifs médicaux. Elles atteignent 15,68 Md USD à fin août (+655 M USD en g.a.). Les équipements médicaux demeurent de loin le premier poste d'exportation du pays (7,29 Md USD soit 46 % du total) mais leurs ventes ne progressent que de 1 % (contre +33 % sur la même

période en 2025). La croissance est davantage portée par l'agriculture (+6 %) et l'industrie alimentaire (+8 %). Les ventes vers l'Amérique du Nord, qui absorbe la moitié des exportations costariciennes, ont diminué (-2 %), tandis qu'elles ont progressé vers l'Asie (+25 %) et l'Europe (+10 %).

El Salvador

Le gouvernement salvadorien a demandé au FMI des exemptions concernant le non-respect de certains engagements du programme de financement de 1,4 Md USD, dont les deuxième et troisième revues doivent être examinées conjointement le 1er octobre. La demande porte notamment sur des critères de performance qui n'ont pas été respectés dans les délais prévus, alors que la réforme des retraites a été reportée à 2027. Si le Conseil d'administration du FMI approuve les demandes d'exemption et les revues du programme, le Salvador pourrait bénéficier d'un décaissement supplémentaire d'environ 140 M USD ($\approx$ 120 M EUR).

Guatemala

Le Guatemala suspend jusqu'à fin 2026 l'impôt sur la distribution des produits pétroliers (IDP) et une partie de la TVA sur les carburants, une mesure qui entraînera une perte de recettes fiscales estimée à 3,32 Md GTQ (380 M EUR). Le manque à gagner comprend 1,33 Md GTQ (153 M EUR) au titre de l'IDP et 1,99 Md GTQ (227 M EUR) de TVA. La mesure intervient alors que le FMI souligne la nécessité pour le Guatemala de renforcer ses recettes fiscales, dans un contexte où la collecte fiscale reste inférieure à 12 % du PIB.

La Junta Monetaria maintient à 3,50 % le taux directeur de la Banque du Guatemala, malgré la reprise de l'inflation à +3,37 % g.a. en août, contre +2,70 % en juillet. La hausse des prix s'explique principalement par le renchérissement des carburants lié aux prix internationaux du pétrole. La Banque du Guatemala estime toutefois que les risques inflationnistes restent contenus et que l'inflation devrait demeurer dans la cible de 4 % $\pm$ 1 %.

La loi sur le système portuaire national entrera en vigueur cette semaine, le 2 octobre, lançant la mise en place de la nouvelle Autorité portuaire nationale. La première étape sera la constitution de son conseil d'administration, dont les membres devront notamment faire l'objet d'une évaluation technique. La transition depuis la Commission portuaire nationale débutera également avec l'entrée en vigueur de la loi.

Honduras

Le budget hondurien 2027 atteindrait 455,4 Md HNL (17 Md USD), dont 47,6 % seraient financés par des ressources propres. Le ministre des Finances estime que 216,8 Md HNL (8,1 Md USD) proviendraient principalement des impôts, recettes douanières et recouvrements institutionnels. Le service de la dette représenterait 74,6 Mds HNL (2,8 Md USD), soit 16,4 % du budget, tandis que le déficit est projeté à environ 1 % du PIB. Le projet prévoit une hausse de +2,5 % par rapport au budget 2026 et doit désormais être examiné par le Congrès.

Nicaragua

Les exportations des zones franches nicaraguayennes ont reculé de -10,1 % au premier semestre 2026, à 1,56 Md USD. Cette baisse est principalement due au recul des exportations textiles, en diminution d'environ 241 M USD sur un an, dans un contexte de baisse des commandes américaines et de politique tarifaire des États-Unis. À l'inverse, les exportations du régime général ont progressé, notamment grâce à l'or, au café et à la viande. Les exportations totales du Nicaragua ont ainsi augmenté de +15,6 % sur la période.

Plus de 621 000 touristes sont entrés au Nicaragua entre janvier et août 2026, soit une hausse de +2,1 % sur un an, tandis que les recettes touristiques ont atteint 159 M USD au premier trimestre, en progression de +40 %. Le gouvernement vise une hausse de +2 à +5 % des arrivées sur l'ensemble de 2026 et entend dépasser le million de visiteurs, les États-Unis et les autres pays d'Amérique centrale constituant les principaux marchés émetteurs.

Panama

La commission interministérielle préconise une réouverture de la mine de cuivre Cobre Panama pour permettre de financer sa fermeture définitive. Pour rappel, cette commission avait été mandatée en juillet dernier pour examiner l'avenir de cette mine stratégique pour l'économie panaméenne (11,3 % des exportations totales du pays), dont l'exploitation est suspendue depuis l'invalidation de sa concession par la Cour suprême en novembre 2023. Dans son rapport final remis au président Mulino, la commission recommande de négocier avec First Quantum un accord pour mettre fin aux arbitrages en cours - qui s'élèvent à plus de 27 Md USD - et permettre une reprise de l'exploitation. Les revenus de la mine serviraient à financer sa fermeture progressive et définitive, sans coût pour l'Etat ni possibilité de

prorogation. Le scénario d'une fermeture sans reprise de l'exploitation coûterait aux finances publiques entre 2,6 et 3,4 Md USD sur 17 à 19 ans (soit 9,7 % du budget annuel de l'Etat), ce que la commission souhaite donc éviter. L'agence de notation Fitch Ratings estimait qu'une réouverture pourrait ajouter jusqu'à + 2 pp. à la croissance du PIB du pays.

Le budget 2027 de l'Autorité du Canal de Panama (ACP) prévoit une hausse de +12,9 % de ses versements directs à l'Etat. Adopté par l'Assemblée nationale et entré en vigueur le 1er octobre, il table sur 5,56 Md USD de recettes, dont 3,61 Md USD de versements à l'Etat (+ 414 M USD par rapport à 2026). Le programme d'investissements s'élève à 341 M USD dont 104 M sont consacrés aux quatre projets prioritaires de l'ACP : le projet hydrique de Río Indio (82 M USD pour les premières indemnisations et relocalisations et pour lancer l'appel d'offres de conception et de construction), le corridor logistique (13 M USD pour les études), le corridor énergétique interocéanique (4,9 M USD pour les études finales) et les terminaux portuaires de Corozal et Telfers (3,3 M USD pour la structuration de la concession).

Le tonnage des navires battant pavillon panaméen a chuté de -12,3 % en huit mois, reléguant le Panama au 3ème rang mondial. À l'inverse, le tonnage a progressé aux Îles Marshall (+7 %), aux Bahamas (+10,7 %) et à la Barbade (+13,6 %) sur la même période. Le Panama conserve toutefois la première place en nombre de navires enregistrés (7 677 navires). Si l'Autorité maritime du Panama (AMP) justifie ce recul par une politique volontaire de sélection et de radiation des navires ne répondant pas aux standards requis (pour se conformer aux sanctions américaines), les professionnels du secteur mettent également en cause des difficultés plus structurelles liées aux lenteurs administratives, à certaines procédures encore manuelles, au manque de traçabilité etc. Quatre organisations professionnelles ont ainsi créé une coalition chargée de proposer des mesures pour renforcer la compétitivité et la modernisation du secteur maritime.

Caraïbes

Bahamas

L'agence de notation S&P maintient la note souveraine des Bahamas à BB- avec perspective stable, mais reste plus prudente que le gouvernement sur la trajectoire budgétaire. Pour l'exercice 2025/26, S&P anticipe un déficit budgétaire de 231 M USD (soit 1,5 % du PIB), alors que le gouvernement vise au contraire un excédent de 32,7 M USD (soit 0,2 % du PIB). S&P prévoit encore des déficits budgétaires compris

entre 0,9 % et 1,4 % du PIB sur les trois prochains exercices budgétaires, tandis que le gouvernement table au contraire sur des excédents allant jusqu'à 870 M USD en 2028/29. S&P maintient une perspective stable, estimant que la croissance devrait rester solide, à 2,5 % en 2026, portée par le tourisme de croisière et les investissements dans les Family Islands.

Cuba

Washington referme l'ouverture bancaire au secteur privé. Entrées en vigueur le 30 septembre, les nouvelles sanctions de l'OFAC mettent fin à l'autorisation accordée en mai 2024 aux entrepreneurs privés cubains de détenir des comptes dans les banques américaines. Sauf autorisation spécifique, les comptes existants et leurs fonds devront être bloqués et déclarés à l'OFAC. Peu utilisée selon certains économistes, cette possibilité aurait un impact immédiat limité, mais sa suppression pourrait accentuer la prudence des banques de pays tiers. Washington supprime également les transferts « U-Turn », transitant par les États-Unis entre deux pays tiers, et resserre les autorisations de voyage : restrictions sur les conférences professionnelles, encadrement accru des voyages éducatifs et suppression des voyages collectifs « people-to-people ».

Le tourisme international à Cuba s'effondre de -64,4 % g.a. sur les huit premiers mois de 2026, accentuant les tensions sur les recettes en devises. Cuba n'a accueilli que 450 353 visiteurs internationaux sur les huit premiers mois de 2026, soit une chute de -64,4 % sur un an, avec seulement 30 490 arrivées en août. Premier marché émetteur, le Canada accuse un recul de -75,6 %, à 128 400 visiteurs, devant les Cubains résidant à l'étranger (103 481 ; -35,6 %) et les États-Unis (41 971 ; -50 %). Dans ce contexte, La Havane a signé un accord de coopération touristique avec le Cambodge. Cette recherche de nouveaux partenaires intervient alors que l'effondrement du secteur prive l'île d'une source essentielle de devises.

Les sanctions visant un actionnaire de Habanos fragilisent une filière exportatrice importante pour Cuba. Les sanctions occidentales visant Chen Zhi, propriétaire du groupe Prince et actionnaire majoritaire du consortium détenant 50 % de Habanos, fragilisent la filière des cigares cubains. Sans viser Cuba, elles perturbent ses circuits de financement, de paiement et de distribution : comptes gelés et procédure préventive de restructuration chez Tabacalera en Espagne, liquidation du distributeur suédois Elite Trading Scandinavia et difficultés bancaires signalées au Royaume-Uni. L'Europe représentant 54 % des ventes de Habanos, ces blocages menacent un débouché majeur. Pour La Havane, déjà confrontée à une pénurie aiguë de devises, cette crise fragilise l'une de ses dernières activités exportatrices dynamiques, évaluée à 300 M USD.

Haïti

Le FMI conclut la quatrième revue du programme de référence dans un contexte économique toujours très dégradé. Le FMI et les autorités haïtiennes sont parvenus à un accord au niveau des services à l'issue de la quatrième revue du programme de référence (SMP), conduite à distance du 14 au 25 septembre 2026. A fin juin, l'ensemble des objectifs quantitatifs et indicatifs avaient été atteints, à l'exception du critère relatif à la non accumulation d'arriérés extérieurs. Ces arriérés, résultant de contraintes administratives et de capacités, ont toutefois été rapidement apurés. La mise en œuvre des réformes structurelles progresse également, quoiqu'avec certains retards liés notamment aux contraintes institutionnelles et sécuritaires. L'accord reste soumis à l'approbation de la direction du FMI. La situation macroéconomique demeure néanmoins particulièrement fragile. Le FMI prévoit une huitième année consécutive de contraction du PIB réel en 2026, dans un contexte marqué par l'insécurité persistante, la hausse des prix du pétrole et la faiblesse des exportations textiles et d'habillement. L'inflation devrait atteindre 16% g.a à la fin de l'exercice 2026, en net recul par rapport à son pic de plus de 32 % en octobre 2025. La position extérieure bénéficie du dynamisme des transferts de fonds et de réserves internationales jugées adéquates, évaluées à environ 1,9 Md USD à fin juin, soit près de sept mois d'importations projetées. Le FMI souligne toutefois les risques associés à une hausse durable de la facture énergétique et à une éventuelle diminution des transferts, notamment dans le contexte de la fin du Temporary Protected Status (TPS) pour les Haïtiens aux Etats-Unis. Le programme continuera de mettre l'accent sur i) le renforcement de la gouvernance et de la mobilisation des recettes, ii) l'amélioration de l'exécution et de la gestion budgétaires, ainsi que iii) la stabilité monétaire et la supervision du secteur financier. L'entrée en vigueur du nouveau code fiscal le 1er octobre 2026 constitue à cet égard une étape importante de la réforme fiscale. L'institution insiste également sur la nécessité d'un soutien international prévisible, privilégiant les dons et financements concessionnels, afin de répondre aux besoins humanitaires, sécuritaires, et de développement tout en préservant la soutenabilité de la dette.

Jamaïque

Au T2 2026, le PIB jamaïcain s'est contracté de - 2,9 % en g.a., mais affiche un rebond de + 1,2 % par rapport au T1. Le recul s'explique notamment par la forte baisse de production d'alumine (-30,8 %), ainsi que des secteurs agricoles (-15,3 %) et touristiques (-12,3 %). Les arrivées de visiteurs étrangers ont diminué de -21 % en raison de la fermeture persistante de plusieurs hôtels après le passage de l'ouragan Melissa. Si le PIB reste en baisse sur un an, il progresse de 1,2 % par rapport au T1

2026 en données corrigées des variations saisonnières, avec un rebond de 1,7 % de la production de biens, et de 1 % dans les services, ce qui semble indiquer une reprise progressive de l'activité.

Les recettes fiscales jamaïcaines ont été inférieures de 6,9 % aux prévisions au T1 de l'exercice 2026/27, selon un rapport présenté au Parlement. Elles se sont établies à 253,9 Md JMD (environ 1,60 Md USD) au T1, contre 272,7 Md JMD (1,72 Md USD) prévus. Cet écart s'explique par de moindres recettes de Taxe Spéciale sur la Consommation (SCT), inférieures de 35,5 % aux prévisions, soit un manque à gagner de 3,04 Md JMD (19,1 M USD). Si le ministère des Finances attribue cette sous-performance aux défauts de paiement liés à la nouvelle taxe sur les boissons sucrées, ainsi qu'aux moindres versements de Petrojam (compagnie pétrolière publique) et à la faiblesse de plusieurs secteurs (automobile, produits pétroliers, boissons, tabac), l'Independent Fiscal Commission (IFC) estime les éléments fournis insuffisants pour expliquer l'écart constaté.

République Dominicaine

L'économie dominicaine a enregistré une croissance moyenne cumulée de +4,5 % entre janvier et août 2026, contre +2,3 % sur la même période en 2025. En août l'indice mensuel de l'activité économique (IMAE) a progressé de +3,8 % g.a., après +4,6 % en juillet. Cette dynamique confirme le redressement de l'activité après le ralentissement observé en 2025 et place la croissance cumulée sur une trajectoire conforme à l'objectif retenu par la Banque centrale, la BCRD, de +4,5 % pour l'année 2026. La croissance d'août repose principalement sur la construction (+7,9%), portée par les investissements privés (résidentiels et non résidentiels) ainsi que par les travaux d'ingénierie civile financés par les dépenses d'investissement publiques. Le crédit à la construction a parallèlement augmenté de +16,2 % sur un an, soit plus de 26 Md DOP supplémentaires (440 M USD). La dynamique manufacturière reste également favorable, avec une progression de +3,4 % pour les zones franches (soutenues par les exportations de tabac manufacturé, de bijoux et de produits électroniques) et de +3,1% pour la manufacture locale. Les services ont progressé de +4,1 % avec une contribution particulièrement importante de l'intermédiation financière et des assurances (+9,4 %), de l'enseignement (+6,1 %) et de l'énergie et de l'eau (+6 %). Le crédit au secteur privé a, quant à lui, progressé de 7,6 % en valeur nominale, soit environ 187 Md DOP supplémentaire sur un an (3,2 Md USD). Des disparités sectorielles persistent toutefois. Si le tourisme continue son expansion (6,6 millions de touristes sur les huit premiers mois, +8,6 %), certains secteurs affichent des performances plus contrastées. L'agriculture et l'activité minière, bien qu'en légère hausse de +1,9 % et +3,6 % sur la période, ont enregistré un recul

respectivement de -14 % et -14,6 % en août. L'agriculture pâtit notamment des conditions climatiques défavorables (sécheresse), tandis que l'activité minière est affectée par des travaux de maintenance sur la principale installation d'extraction.

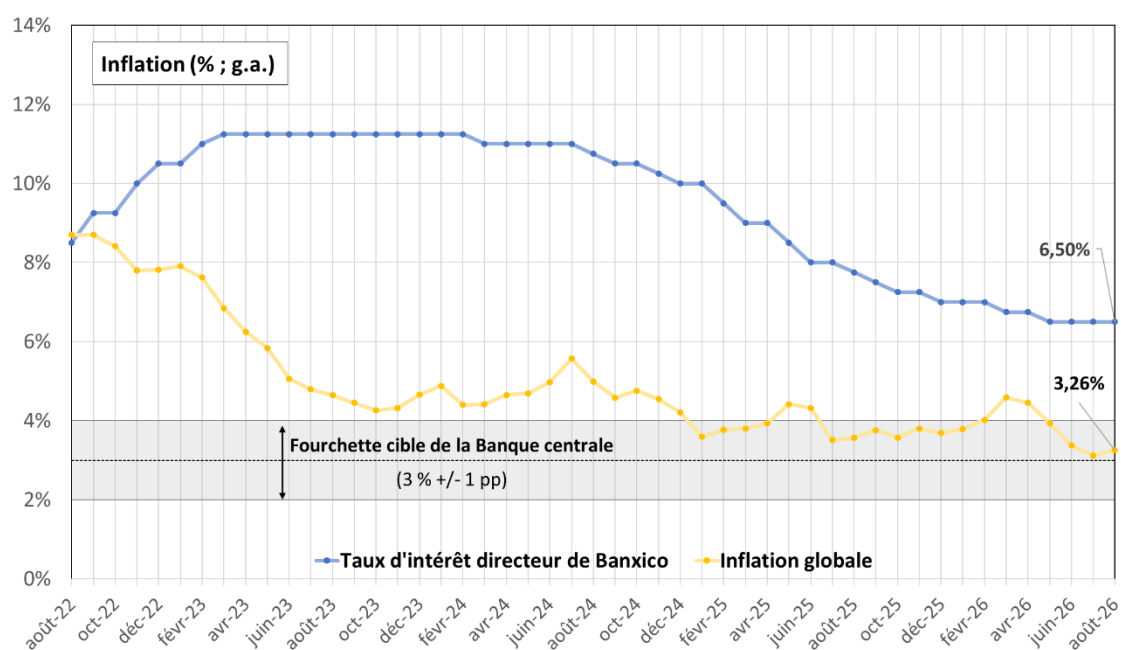
Le FMI souligne la résilience de l'économie dominicaine et anticipe une croissance proche de +4 % en 2026. La BCRD a reçu le 29 septembre une délégation du FMI conduite par André Roncaglia, directeur exécutif pour le Brésil, à l'occasion de la présentation du nouveau chef de mission du FMI pour la République dominicaine, Michael Perks. Lors de cette rencontre, Perks a souligné la résilience de l'économie dominicaine face aux risques externes et a réaffirmé le soutien de l'institution au maintien des fondamentaux macroéconomiques et du climat d'investissement. Le FMI avait insisté en juin dernier sur l'importance de la prudence budgétaire, du respect de la règle fiscale et du maintien des dépenses d'investissement, tout en anticipant alors une croissance proche de 4% en 2026.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022 (%, FMI)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (% , FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,5%	0,5%	1,2%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,00%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,6%	3,7%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	5,2%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

- Annexe Graphique Mexique -

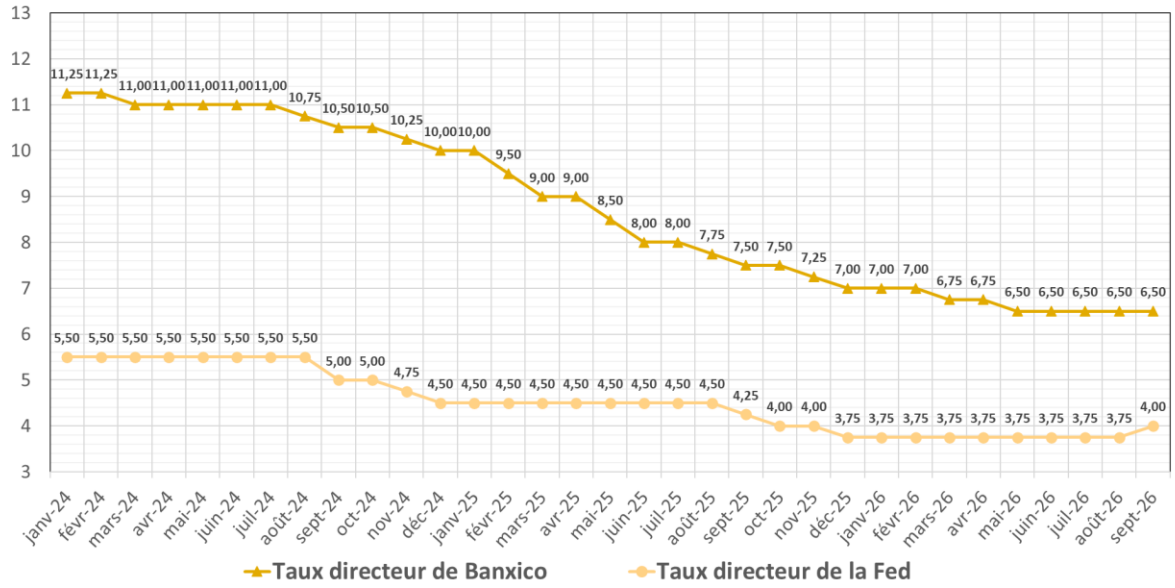


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275
juin-26	6,50	3,75	275
juil-26	6,50	3,75	275
août-26	6,50	3,75	275
sept-26	6,50	4,00	250

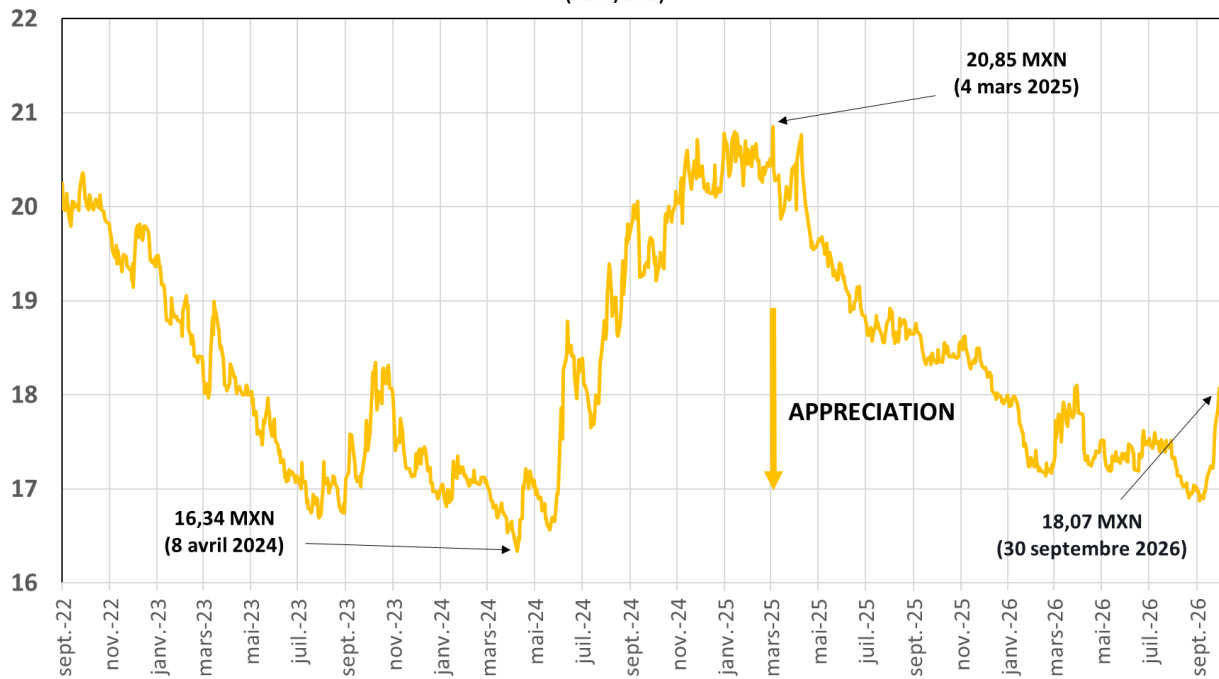
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

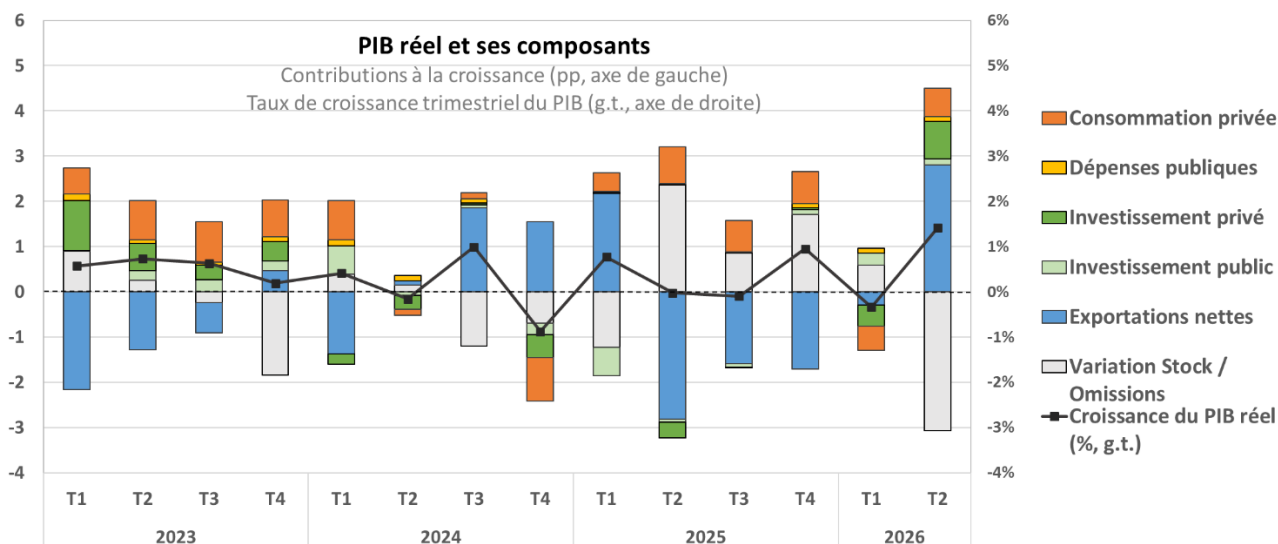


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

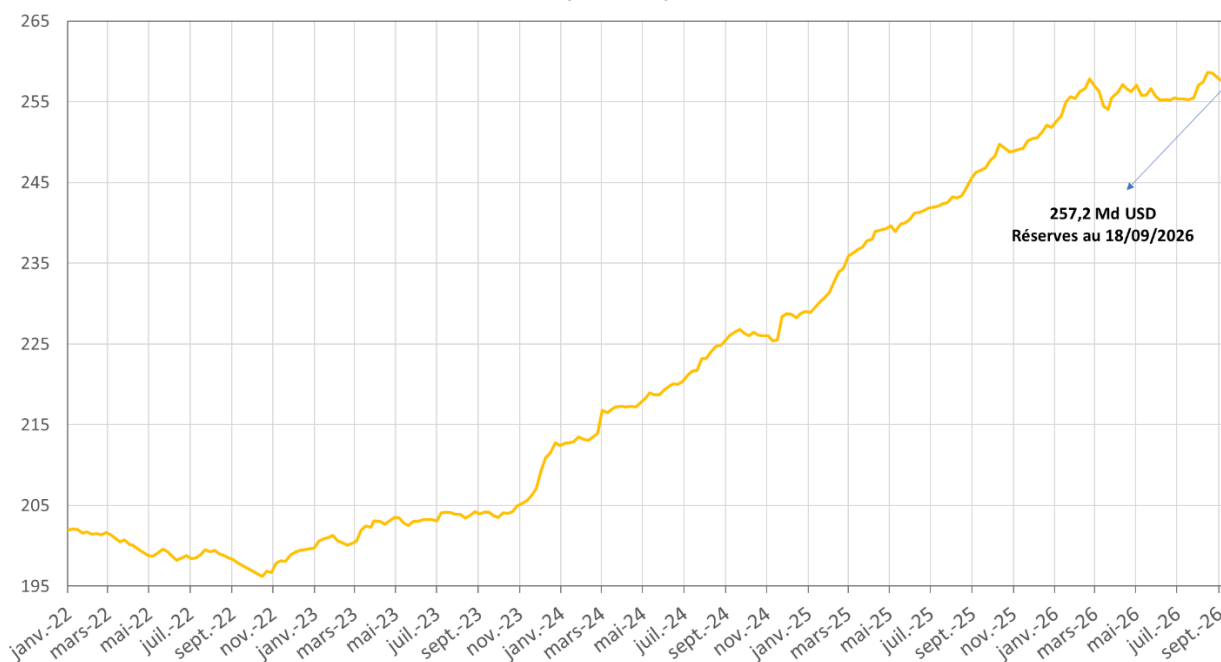


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr